

Pour une intervention des sciences de gestion dans le débat public

P. Louart (intervention à la table-ronde avec R. Laufer et R. Pérez)

Journée FNEGE sur la recherche – E.M. Lyon 09.11.06

Les sciences de gestion ont du mal apparemment à intervenir dans le débat public, ce qui est paradoxal quand on voit l'engouement pour le management et la gestion dans la pensée ordinaire. Aujourd'hui, on gère ou on manage à peu près tout.

Mais le paradoxe permet aussi d'expliquer les observations. Parler le management n'est pas forcément pris en charge par les sciences de gestion, compte tenu de leur jeunesse institutionnelle, de leur dépendance des techniques et de leur aliénation supposée aux affaires marchandes et au domaine privé.

Il y a lieu de déplacer l'angle d'approche et de procéder à des corrections de perspective, tant pour les structures réceptives à cette parole publique que pour les porte-parole de la discipline.

A. CONSTATS

1. La jeunesse institutionnelle

Les sciences de gestion sont une discipline jeune, reconnue récemment dans les champs académiques, universitaires et, en France, le CNRS. Une discipline patchwork, car elle combine des apports hétérogènes pour les mettre en systèmes à partir de questions transversales et de domaines spécifiques liés à la conduite des organisations. L'un des problèmes est qu'on ne connaît pas bien les problématiques et les territoires des sciences de gestion, et que d'autres sciences ont tôt fait d'en reprendre les apports utiles pour les incorporer dans leur propre sphère de compétence. Les médias, de bonne foi, peuvent donc donner la parole, en management, aux économistes, aux sociologues ou aux spécialistes de sciences politiques, voire aux géographes, aux biologistes et aux juristes, pour obtenir d'eux un savoir qui n'est pas forcément celui qu'auraient diffusé les spécialistes du domaine.

Un des premiers enjeux est donc de mieux faire connaître la discipline et ses propriétés.

Il est aussi de montrer que certaines propriétés du réel, par exemple la gestion de crise ou de complexité, l'action dans des environnements hétérogènes, la capacité de faire face aux discontinuités, tout cela est mieux traité par la parole gestionnaire que celle des économistes ou des sociologues, notamment ceux qui sont portés par des modèles apparemment lumineux, simples et rigoureux, mais dont la simplification est telle qu'elle écarte trop de réel de leur représentation.

2. La dépendance technique

Les sciences de gestion ne sont pas assez généralisantes, car engluées dans leur besoin d'appareillages techniques, d'instrumentations, etc. C'est surtout vrai dans un pays comme la France où l'on confond souvent intellectualisme et intelligence et où l'abstraction prend le pas, parfois négativement, sur ce qui reste incorporé à des

situations concrètes, à des espaces-temps spécifiques pour pouvoir se comprendre et s'expliquer.

On peut faire l'analogie, en sciences sociales, entre la biologie et la médecine. Ou, en sciences, entre les mathématiques et la physique. En fait, malgré l'importance des mathématiques, c'est bien de physiciens géniaux dont on a besoin pour faire évoluer les technologies de pointe, pour domestiquer de nouvelles propriétés de la matière, etc.

Il importe donc d'arrimer le débat à celui des technosciences d'aujourd'hui et à celui des transversalités nécessaires. Ces dernières montrent à la fois les vertus adaptatives des sciences de gestion et l'impact du management sur les questions de traverse impliquant le monde, les enjeux politiques, économiques et sociaux. Par exemple, on peut aisément montrer que si l'économie est centrale, les méthodologies économiques n'en expliquent qu'une partie, et qu'il faut bien mettre en relation leurs modèles avec des réflexions institutionnelles, des mouvements géopolitiques, des dynamiques territoriales, des poussées technologiques et des agencements communicationnels, le tout se manœuvrant avec des méthodes nécessairement composites, changeantes et en rapport d'ajustement mutuel avec l'évolution des contextes ou des conjonctures d'action.

3. L'asservissement au privé

Les sciences de gestion sont inféodées aux entreprises et à leurs dirigeants. Elles ne sont pas assez distanciées. Au fond, elles servent le pouvoir à objectiver ses pratiques, voire à les enraciner, sans aborder suffisamment les alternatives managériales de tout dispositif organisationnel. On peut même aller plus loin et penser que le découpage organisations et marchés, les imbrications organisationnelles, les interactions entre organisations et institutions, tout cela est le produit d'intentionnalités, de rapports de forces qui sont niés ou non exprimés dans leurs tensions. Par exemple, l'idée de l'autonomie des acteurs, à condition qu'ils pensent selon des schémas imposés, construit le paradoxe de pouvoir agir comme on veut, sans remettre en cause le cadre de pensée.

Tout d'abord, il y a suspicion sur la scientificité des modèles, sur leur statut objectif dans un monde par ailleurs sans évolution possible et sans réajustement des objectivités qu'il transporte avec les subjectivités réflexives des acteurs, dont les apports techniques, imaginaires et symboliques contribuent à transformer la réalité.

On peut donner aussi l'impression de « courir derrière les pratiques des entreprises », d'être obligatoirement sur le derrière de la scène. Pour contester, aménager, rendre compte, théoriser ex post.

Ensuite, il y a préférence pour les acteurs par excellence : les chefs d'entreprise, les patrons d'industrie, les dirigeants, les pionniers, les explorateurs, les armateurs d'affaires. Ou alors pour la classe des traducteurs, plus proches des médiateurs que sont les médias, à savoir les consultants, qui contribuent à la logique de symbolisation, en termes moins exigeants et plus proches des jeux marchands.

Il y a donc lieu de montrer que les chercheurs sont des acteurs à part entière, avec d'autres schémas d'analyse, d'autres positionnements que ceux des autres personnes citées.

B. ORIENTATIONS

1. Légitimer l'intervention

Orienter l'intervention vers ce qui est le propre du débat public. Autrement dit, faire voir qu'on peut répondre (a) avec pertinence, (b) en toute autonomie, (c) à des questions utiles, (d) selon une certaine constance, (e) avec tolérance ouverte pour les autres points de vue. C'est la théorie des minorités actives de S. Moscovici.

Des modèles nouveaux. Des logiques transversales. Des interprétations de crise. Ouvrir, faire comprendre, passer par des chemins éclairants, qui laissent voir à la fois la complexité (ce n'est pas que du « bon sens ») et de la faisabilité (on peut s'en servir). Montrer que les chercheurs en gestion participent aux architectures des organisations, comme les architectes, les médecins, etc.

Des apports réguliers, denses, dans des journaux ou des clubs à vocation de diffusion (Cerisy, Les Echos, Le Monde, accroître les rubriques). Montrer qu'on peut penser le management sans s'assujettir complètement à la bourse des valeurs USA.

Le fait d'appliquer des apports « privés » au management public a été une révélation, de cette capacité même de remplacer la norme juridique par le fait managérial, ou en tout cas d'associer les compétences de forme (le droit de) aux compétences d'agir (la capacité à).

Le pouvoir a besoin de se connaître dans ses modalités d'action, d'où la fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Vers une FNSG.

2. Construire les bases théoriques et méthodologiques de l'intervention

Trois domaines des sciences de gestion :

- les apports strictement académiques, qui sont liés à l'accumulation des connaissances. Certes, une visée d'orientation vers des lieux utiles (et pas seulement formels, avec une recherche plutôt de la facilité à produire et à produire en tranches). Plus la recherche fondamentale va tisser des réponses formelles et astucieuses, même si elles sont distanciées, par rapport à des réalités de gestion courante, plus il sera possible d'en montrer les effets : par les modèles interprétatifs, par les dispositifs d'optimisation, par les instrumentalisation particulières (mais opérées ou discutées à un niveau généralisable).

- à l'autre bout, les réponses partielles à des questions locales, à des besoins précis, mais d'où on peut tirer des bases de généralisation. L'approche clinique, la recherche action, fournissent des réponses, mais des réponses avec un minimum de regard critique fondant la possibilité d'accumuler des cas et d'en tirer des significations à plus grande portée.

- enfin, dans l'espace intermédiaire, celui de la remontée des cas et de la recherche de vues transversales, une double fonction de passeur, de traducteur et de médiateur. C'est bien cette fonction de médiation qui, au sens propre, va permettre un rapprochement significatif avec les médias.

3. Rétribuer l'intervention

Problème de « payer » cette fonction. L'académique est payé par le statut, la carrière, la visibilité institutionnelle, le prestige ou le respect des pairs. Par la jouissance intellectuelle de « tenir » des compréhensions.

Voir le paiement des experts de terrains (consultants). Quand ça marche, ils gagnent de l'argent. Au fond, le niveau de fonctionnalité de leurs pratiques a des conséquences commerciales

Alors, par quoi payer le dispositif du milieu (qui est une intermédiation active entre « privé » des académiques et « privé » du système marchand traditionnel) ?

Par le fait de toucher les institutions qui, elles aussi, sont intéressées par du plus large, du plus transversal, du plus généralisable (CCI, syndicats, etc.). Ce qui permet d'être financé (contrats, taxe d'apprentissage, participation aux logiques contractuelles).

Par le fait de récupérer des savoirs transversaux plus puissants et de régénérer les bases théoriques, de les réajuster avec d'autres sciences, etc., d'appliquer à des domaines nouveaux.

Par le fait de récupérer des contrats collectifs (pour les SG en soi ou avec d'autres dans des problématiques plus générales, où on aura compris la valeur ajoutée des SG).

Conclusion

On commence à voir apparaître des professeurs de gestion dans des revues, des journaux ou des émissions culturelles, et c'est bien dans les modalités transversales dont nous avons parlé, ce qui correspond bien à une mise en public de sphères jusqu'alors privées, en mise en valeur d'un acteur public qui s'exprime entre les organisations, par rapport aux organisations et dans les espaces où le management a des incidences réelles et fortes sur les questions publiques fondamentales, qu'elles touchent à la gestion de l'institutionnel, à la gestion de la technique, à la gestion des éléments rares (qui dépasse aujourd'hui le discours économique car il devient plus transversal – gestion de l'eau, des ressources matérielles, de l'énergie, écologie générale, etc.) à l'efficacité des politiques publiques et des productions privées, pour tant qu'elles aient des effets sur des catégories essentielles comme la sécurité, l'emploi, la qualité du travail, l'éducation, la santé, etc.